

[Text]

must say that every government without exception indicated that their relationships with the director general in the Department of Manpower and Immigration federally were excellent. What you are saying rings true. But one thing they did indicate was about the flexibility of Canada Manpower's sponsoring of seats or sponsoring of programs: that their sponsoring program was not flexible enough. Canada Manpower now only sponsors one-year programs and not two-year programs, and the provinces felt it would be much more beneficial, in some cases, if Canada Manpower got into the business of sponsoring selected two-year programs, technology courses. Have you some reaction to that?

• 1515

**Mr. Osmond:** Could anybody argue against that?

**The Chairman:** I am talking about shifting dollars, not necessarily additional programs.

**Mr. Osmond:** Personally, I feel that Manpower could be, no, should be, involved in some of our two-year programs. The young people who go in for two-year programs—or the older people; it does not matter—need the support of the federal government, just as much as the young man or the young woman or older person who goes into a one-year course. In fact, he probably needs it even worse because of the length of course he is getting involved in.

**The Chairman:** Another area we have run into, another comment we have heard on many occasions—at least, I certainly recall hearing it—is that a lot of people, particularly industry people, have suggested that for too long in Canada, too long in Newfoundland, the emphasis has tended to be, to a large degree, on institutional training, training in the institution and in the classroom; and that perhaps some of that \$800 million should maybe be shifted or re-directed, or additional money should be provided and new emphasis be given to apprenticeship on-the-job training. I refer again to Mr. Alcock, or to Mr. Etchegary, whom we also had, who both said that a guy coming out of trade school is a guy who has got the basics, but he is not able to walk into a job and be a good, all-round draftsman or tradesman, whatever the course may be. The comment was made in many circumstances that perhaps more training on the job would result in a healthier, better educated, all-round educated person in a particular trade. As a gentleman with a lot of experience in this field, any comment there?

**Mr. Osmond:** The universities have, to a large degree, gone in this direction, especially in their engineering and . . .

**The Chairman:** Commerce?

**Mr. Osmond:** . . . medical courses, I think. And in the accounting area, where they operate what they call their co-operative program, whereby the students go semester for semester; one semester in residence and one for on-the-job training. Personally, I think it is an excellent program, but as for working it into a one-year program, I doubt if it could be done that well. At university, most areas, most degrees, are three to five years, and they have the time. If it is a five-year

[Translation]

que. Je dois préciser que tous sans exception nous ont assurés de l'excellence de leurs relations avec le directeur général du ministère fédéral de la main-d'œuvre et de l'immigration. Ce que vous nous dites semble donc vrai. Ils nous ont toutefois parlé de la flexibilité des centres de main-d'œuvre du Canada pour ce qui est du parrainage de programmes et des places réservées dans les cours. A leur avis, ce programme manque de souplesse. A l'heure actuelle, le ministère de la main-d'œuvre ne parraine que des programmes d'une durée d'un an; les représentants des provinces croient que dans certains cas il serait beaucoup plus avantageux de parrainer des programmes d'une durée de deux ans, des cours techniques par exemple. Qu'en pensez-vous?

**M. Osmond:** Qui pourrait trouver à redire à cela?

**Le président:** Je parle de déplacer des fonds et non pas nécessairement de créer de nouveaux programmes.

**M. Osmond:** Personnellement, je crois que le ministère de la Main-d'œuvre pourrait et même devrait participer à certains de nos programmes de deux ans. Les jeunes et les moins jeunes qui s'inscrivent à ces programmes de deux ans ont autant besoin de l'aide du gouvernement fédéral que ceux qui entreprennent un cours d'un an. En fait, ils en ont probablement plus besoin en raison de la durée du cours.

**Le président:** On nous a également dit à plusieurs reprises—je suis sûr d'avoir entendu ce commentaire au moins une fois—que bien des gens, surtout dans le secteur industriel, sont d'avis qu'au Canada et à Terre-Neuve, on insiste depuis trop longtemps sur la formation institutionnelle, la formation en institution et en classe. Selon eux, il y aurait peut-être lieu d'affecter ailleurs une partie de ces 800 millions de dollars, d'augmenter le budget ou d'accorder plus d'importance à la formation en cours d'emploi à l'apprentissage. Je reviens à M. Alcock, ou à M. Etchegary que nous avons également entendu, qui ont tous deux affirmé qu'un jeune sortant d'une école de métiers ne possède que des connaissances de base et n'est pas en mesure de faire dès le début un travail digne d'un ouvrier chevronné, qu'importe le cours qu'il a suivi. On a souvent répété que si une plus grande partie de la formation était donnée en cours d'emploi, les étudiants seraient peut-être mieux préparés. Vous qui avez beaucoup d'expérience dans ce domaine, qu'en pensez-vous?

**M. Osmond:** Pour une bonne part, les universités ont accepté ce concept, notamment dans le domaine du génie et . . .

**Le président:** En commerce?

**M. Osmond:** . . . de la médecine je crois. En comptabilité, il existe ce qu'on appelle un programme coopératif dans le cadre duquel les étudiants ont un semestre de cours et un semestre de stage pratique. Je crois personnellement qu'il s'agit d'une excellente formule, mais il serait impossible de l'appliquer à un cours d'une année. A l'université, la plupart des diplômes exigent trois à cinq années d'études, et les étudiants ont donc le temps nécessaire. Dans le cas d'un programme de cinq ans,